

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 632 13 OCTOBRE 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

ARISTOTE :

« Dieu meut le monde comme objet d'amour »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

FRANCE TELECOM

Il est évident que l'épidémie de suicides dans cette société anciennement publique est un drame national.

il est, cependant, un point dont personne ne parle et nous sommes heureux d'être peut-être les premiers à en parler.

La firme est en quasi faillite et plombée par un endettement absolument insupportable, ceci bien que le bilan réel soit difficile à connaître.

Depuis des décennies, elle est dirigée comme une administration c'est-à-dire avec un état d'esprit de fonctionnaires où rien ne peut bouger sans l'accord des syndicats et où la productivité est extrêmement faible.

De ce fait la responsabilité des pouvoirs socialistes depuis des décennies que ce soit le socialiste Giscard ou le socialiste Mitterrand est absolument écrasante. Ce sont eux qui ont planté le décor de la catastrophe actuelle.

Brusquement l'on s'est réveillé : il y a besoin de se reconvertir. Qu'a-t-on fait alors ?

L'on a fait de l'expansion à l'étranger d'une façon tout à fait hasardeuse et tous azimuts ; aujourd'hui sur les 187 000 employés, 87 000 sont employés hors de France. Cela revient à essayer de faire payer aux étrangers le manque de productivité de la France et les exigences des fonctionnaires français agités par leur syndicat. Malheureusement cela n'a pas marché et le seul résultat de la manoeuvre fut de plomber encore plus l'endettement.

C'est alors qu'est venue l'idée d'une reconversion brutale. Or, c'est absolument déraisonnable de demander à un ouvrier même très qualifié de se transformer en vendeur de choc et en champion d'un centre d'appel.

Et voilà comment on arrive à la situation d'aujourd'hui où les gens sont légitimement dans une colère folle contre leur administration. Faut-il ajouter que, parallèlement, le socialisme ambiant crée le chômage : même si l'on donnait beaucoup d'argent au personnel dont on veut se séparer, il resterait malheureux puisque le chômage l'empêcherait de s'employer ailleurs.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LA FRANCOPHONIE

La francophonie et son nombre considérable de pays adhérents est incontestablement une des forces diplomatiques de la France.

Le président qui court dans le monde entier pour des raisons tout à fait secondaires et, parfois, pour se faire piéger n'a pas trouvé le temps d'aller à Beyrouth pour les sixièmes jeux de la francophonie qui viennent de se dérouler. Il a envoyé le premier ministre qui y est allé avec des pieds de plomb et la tête manifestement ailleurs, sans doute préoccupé par son sort personnel.

La cérémonie d'ouverture a été très belle. Il ne sert à rien de s'interroger sur le déclin de la langue française si même la France elle-même ne s'en occupe pas.

LA RUINE A LYON

Le conseil général du Rhône, comme toutes les autres collectivités de ce type, ruine ses concitoyens. Parmi les méthodes envisagées il y a la création d'un projet absolument

phénoménal de « musée des confluences ». La facture prévisible s'élève à 260 millions et va forcément être dépassée. Bien entendu il faudra ajouter le coût de fonctionnement ce qui parachèvera la ruine.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

RECHAUFFEMENT

Voici une pétition concernant cette idée subversive du réchauffement climatique.

La théorie du réchauffement climatique d'origine humaine est de moins en moins acceptable mais ça continue comme si les contestations n'existaient pas. Il est vrai que les scientifiques responsables de labos ou d'enseignement qui ont douté de la thèse officielle ont perdu leurs crédits.

L'attribution des "changements climatiques" (nouveau vocable employé) à l'activité solaire est de plus en plus admise et semble très crédible mais cela ne permet pas de culpabiliser les individus, donc ce n'est pas si facilement utilisable pour taxer les populations.

Il faut aussi noter que le principal gaz à effet de serre est tout simplement la vapeur d'eau, qui est rarement citée : on préfère effrayer les gens avec le "dioxyde de carbone" autrement connu sous le nom de gaz carbonique que l'on ne soupçonnait pas sous cette appellation.

Tout est dans les mots et le psittacisme de "notre" classe médiatique.

**Je vous propose un nouveau mot pour faire avancer le schmilblick:
"RECHAUFROIDISSEMENT".**

L'avantage est que le concept véhiculé est imparable quelles que soient les circonstances.

Y ajouter "CLIMATOMEDIATIQUE" augmenterait également la portance de la chose.

Petite constatation au passage: la sécheresse des derniers mois semble avoir retardé la diffusion des virus grippaux par insuffisance d'aérosols et contrecarré partiellement et provisoirement l'autre plan d'affolement des populations.

Bien à vous,

Yves Le Ruyet

BERLUSCONI

Berlusconi - L'Homme à abattre

Or donc, l'homme à abattre, le seul homme à abattre, ce n'est pas le nazislamiste Ahmadinejad.

Ce n'est pas non plus le cruel bouffon Kadhafi. Ni le président génocidaire soudanais.

Ni le terminator à la tête du Zimbabwe. Ni le despote halluciné de Corée du Nord.

Ni Roman Polanski, pédocriminel avéré. Ni Frédéric Mitterrand, avocat tribun de Polanski.

Non. L'homme à abattre, le seul homme à abattre, c'est Berlusconi.

Me Goldnadel, dans son dernier blog-note, met les points sur les "i".

"Berlusconi - L'Homme à abattre" à lire sur :

<http://www.monde-info.blogspot.com>

Michel Garroté

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 12 OCTOBRE 2009

P.M.E.

Donc Monsieur Sarkozy, président de la république provisoirement en vigueur, vient de décider d'aider les PME. En fait c'est véritablement un programme de nationalisation des PME qu'il a engagé.

il prend prétexte du fait qu'elles ont des problèmes. S'il y a des problèmes c'est à cause de la calamité des actions étatiques depuis des décennies. Comme toujours l'État accourt au secours des calamités et qu'il a créé et conduit, ce faisant, à d'autres calamités.

Enonçons quelques-unes des mesures annoncées ou en projet.

Le rôle de la banque publique OSEO sera renforcé. Parallèlement, le fonds stratégique d'investissement (FSI) sera également mis à contribution. Il y aura, en plus, le lancement d'un fonds de consolidation et de développement des entreprises dotées de 200 millions d'euros. C'est un vrai festival de fonds publics avec redondances et contradictions.

A propos de l'un d'entre eux, il est indiqué : « Ce fonds intervient en capitaux propres pour redonner de l'oxygène aux entreprises compétitives quand les financements classiques ne sont plus accessibles. Il leur redonnera des perspectives d'avenir» C'est le premier ministre qui a fait cette déclaration. Cela signifie que l'État veut faire le métier difficile de banquier d'affaires.

Il est fait allusion à un autre fonds qui est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations et qui possédera sa propre équipe de gestion.

Chacun pourra admirer la foultitude de brillants organismes qui se penchent sur ces malheureuses PME avec, pour chacun, de fructueux fromages au sommet.

Dans l'ouragan des chiffres, il est question de 2 milliards d'euros qui seraient débloqués. Avec les dépenses adjacentes cela va coûter sans doute une dizaine de milliards d'euros.

Au bout du compte, l'État se trouvera actionnaire à divers titres des PME en difficulté. Il s'agit donc bien d'une opération de nationalisation.

Certes, il nous est affirmé que la participation du FSI ne dépassera jamais 50% du capital des entreprises. Ce n'est pas sérieux, car que pourront faire les autres actionnaires contre un partenaire aussi encombrant. En outre qu'en est-il des autres fonds de l'Etat qui interviendront également ?

Parallèlement il est constaté que ces PME se méfient des pôles de compétitivité. Il y a 71 pôles de compétitivité en France et bien entendu comme c'est une construction artificielle de l'État, ils ne fonctionnent guère d'une façon favorable.

Personne, dans les milieux officiels, n'a l'idée que ce dont les PME ont besoin c'est surtout de liberté.

Parallèlement à ces diverses mesures et au festival d'un argent que l'Etat est obligé d'emprunter, le gouvernement ne cesse de freiner l'esprit d'entreprise en France par les formalités et les impôts.

Le plus surprenant est l'adhésion de Laurence Parisot et des organismes représentatifs des PME à ce programme. Laurence Parisot a la dimension médiatique nécessaire pour faire éclater la vérité et demander la liberté. Elle ne le fait pas et cela montre une nouvelle fois les liens qui existent entre l'esclavagisme étatique et les organisations professionnelles qui devraient défendre notre liberté contre cet esclavagisme.

CITATION :

PROVERBE CHINOIS :

« Un riche idiot est aux yeux du monde un riche très malin. Un pauvre idiot reste un pauvre idiot »

REVUE DE PRESSE

LE BUDGET 2010

Monsieur François Fillon qui ruine cruellement la France dans sa tâche de premier ministre putatif se propose de la ruiner à nouveau par le budget de 2010, qui sont déjà dans la presse.

D'abord, il nous impose un budget vert : cela veut dire que l'on va traquer les citoyens par des impôts pour les obliger à adopter le comportement qui semble convenir au bon plaisir des personnes qui sont au pouvoir. La ruine est double, car les réglementations s'ajoutent aux impôts

Du côté de ces impôts, les annonces sont terrifiantes.

Le forfait hospitalier, qui est en fait un impôt, va augmenter de deux euros comme nous l'avons déjà signalé.

Et l'on va envisager une taxation plus forte des stock-options avec bien entendu la taxe carbone qui est embusquée pour ruiner la France.

Le même annonce, certes, la baisse des emplois publics. C'est un mensonge puisque s'ils baissent d'une façon tout à fait marginale au niveau de l'Etat les collectivités locales ne cessent d'en créer de nouveaux et, d'autre part, le gouvernement ne cesse de créer des organismes nouveaux, notamment à l'occasion de ce budget.

LE DEFICIT DE LA SECU

La question inévitable du trou de la sécurité sociale se pose comme chaque année. Le cri du contribuable nous informe à ce sujet.

Le trou sera de 23,5 milliards en 2009 après 11,2 milliards en 2008. Il est prévu qu'en 2010 il sera de 30,6 milliards.

Bien entendu pour combler ce trou les pouvoirs publics pensent à taper sur les citoyens. C'est ainsi que la CDS, la CRDG et d'autres impôts frapperaient davantage les revenus capitalistiques. De même les retraites de certains dirigeants d'entreprises seraient frappées. L'on prévoit également l'augmentation du forfait hospitalier qui passerait de 12 à 14 € dans certain cas et bien entendu une augmentation de la de la retenue de 1 euro sur certains médicaments.

La seule façon de sauver la sécurité sociale qui serait de la bien gérer en la privatisant n'est pas du tout envisagée.

BREVES ET LONGUES

LE COUT DE L'IMMIGRATION

La voix des Français, le journal bien connu, a fait le calcul du coût de l'immigration. En ajoutant toutes les rubriques il abouti à 46 milliards d'euros par an.

Cela représente 50 % du déficit public actuel qui atteint 100 milliards d'euros.

2,5 fois le trou de la sécurité sociale qui est de 18 milliards.

1,5 fois le budget de la Défense nationale qui est de 32 milliards.

1,9 fois le budget de l'enseignement et de la recherche qui est de 24 milliards.

Sept fois le budget de la justice qui est de 6,5 milliards.

Et 80 % du budget de l'éducation nationale qui est de 59 milliards

A analyser ces chiffres l'on aboutit forcément à une constatation encore plus grave. L'immigration abusive en tant que telle alourdit tous ces budgets déjà excessifs.

Pour tenir compte de ce facteur, il faudrait que les coefficients soient doublés.

EDUCATION

La réalité dépassera décidément toujours la fiction. Il y a le désordre dans les écoles et les élèves non seulement n'apprennent pas mais en plus beaucoup sont absents alors qu'ils devraient être là. D'où l'idée complètement farfelue de donner une prime aux élèves qui seront présents à l'école. L'obligation scolaire à 18 ans est une catastrophe. Celle-ci va être aggravée par la prime.

Ce n'est qu'une expérience mais nous gageons qu'elle sera généralisée éventuellement un jour.

DOCKER AUX ANTILLES.

Les Antilles, comme on le sait, sont sous perfusion française. L'on vient d'apprendre que les dockers gagnent 7 000 € par mois pour sept heures de travail par semaine. En effet, ils ont

de moins en moins de travail en raison de la baisse d'activité entraînée par les grèves du début de 1009

LES HOPITAUX

Les hôpitaux publics sont une des causes majeures de la ruine de la sécurité sociale ; toutes les comparaisons faites avec les cliniques privées montrent la supériorité indéniable de ces cliniques privées sur les hôpitaux publics dans le domaine de la rentabilité et de l'organisation.

La Cour des comptes consacre une large part de son rapport annuel sur la sécurité sociale à la calamité des hôpitaux publics. Elle indique que l'organisation est d'une diversité incroyable et qu'on ne soupçonne pas. Les inégalités sont flagrantes. Il y a des cas de sur-effectifs évidents comme au Havre et dans le Nord. Et, même, elle a pointé un hôpital ou un chirurgien effectués à peine en moyenne plus d'une intervention par jour ouvrable c'est-à-dire 243 par an.

C'est d'autant plus dramatique que le pouvoir a créé il y a quelques années des agences régionales d'hospitalisation avec beaucoup d'effectifs et beaucoup de coûts en conséquence et qu'il semble qu'elles n'ont pas fait leur travail.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

STRESS

<http://reseau-liberte.ning.com>

Je ne sais ce que vous en pensez mais, en ce qui me concerne, je trouve que l'Etat français, principe de précaution constitutionnalisé oblige, franchit une étape supplémentaire dans sa prise de pouvoir effrénée de ce qui peut encore demeurer libre dans la sphère privée.

En effet, la vague de suicides intervenue chez France Télécom et Renault, dont le stress au travail, nous dit-on, porte l'entière responsabilité, conduit le ministre Xavier DARCOS à prendre des mesures discriminatoires à l'encontre des entreprises ainsi reconnues coupables de tous les maux.

En effet, selon LesEchos.fr : "Le ministre du Travail va lancer son "plan d'urgence" sur les conditions de travail (...) Il va sommer les quelque 2.500 entreprises de plus de 1.000 salariés de conclure (...) d'ici au 1er février des accords sur les risques psychosociaux (...) Une structure dédiée sera créée au sein de la Direction générale du travail, chargée de conseiller les entreprises et de rappeler à l'ordre les retardataires".

Au cas où cela ne suffirait pas à convaincre les "retardataires", le ministre les menace carrément de délation : "Pour l'instant, Xavier DARCOS prévoit juste de publier la liste des bons et des mauvais élèves. 'L'image est un excellent levier pour faire bouger les grandes entreprises' explique son entourage".

Vous remarquerez aussi (et surtout) que l'Etat, en la personne de M. DARCOS, se garde bien de balayer devant sa porte en préférant reporter sur les entreprises ses propres turpitudes, en l'occurrence les 35 heures, qu'il n'a toujours pas eu le courage d'abroger au risque, d'ailleurs pleinement vérifié, de détruire l'ensemble du tissu économique français.

Ainsi vivons-nous dans un pays où le courage politique, qui, de fait, n'appartient en propre qu'aux hommes et femmes d'Etat confirmés, est chez nous plutôt considéré comme une tare intolérable dont il faut à tout prix se défaire. Il est vrai que les élites politiques d'envergure, depuis fort longtemps, ont cruellement déserté la France devenue si inhospitalière aux Français eux-mêmes.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT
Membre du Parti libéral démocrate

<http://sully1.typepad.com> & <http://cozop.com/sully>

02400 FRANCE

MARCHE POUR LA VIE

La 19^e Marche pour la Vie organisée par Renaissance Catholique, le samedi 3 octobre dernier, bénéficiait cette année, pour la première fois, du soutien de quatre évêques français et d'un message d'encouragement du président de l'Académie Pontificale pour la Vie, Mgr Fisichella.

Sur le parvis de la basilique Notre-Dame-des-Victoires à Paris, lieu du rendez-vous de départ, le Père Jean-Noël (Fraternité de la Transfiguration) procéda à la bénédiction des bannières et des cierges et prononça une vigoureuse exhortation, avant que Jean-Pierre

Maugendre ne rappelle le sens de cette Marche pour la Vie en insistant sur la nécessité de la prière : "Les forces humaines sans la grâce seraient impuissantes en face d'une machine de guerre qui est, sans métaphore, satanique." D'autres ecclésiastiques et plusieurs élus, conseillers régionaux, étaient également au rendez-vous.

Essentiellement constitué de jeunes, le cortège, illuminé par les cierges des marcheurs, s'est rendu à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, récitant le chapelet et chantant des cantiques, brandissant des affiches au message sans ambiguïté : "L'avortement tue des enfants" ; " Si tu veux la paix, défends la vie".

L'arrivée au Sacré-Cœur s'est déroulée sans difficultés ni contre-manifestations hostiles, au milieu d'un dispositif policier impressionnant. Notre ami Pierre Vouters, délégué général de Laissez-les Vivre, s'est cependant fait agresser par un excité qui lui a, au sens propre, cassé la figure. Les examens effectués n'ont rien décelé d'alarmant et nous souhaitons à notre ami un prompt rétablissement. L'agresseur court toujours... Un très beau Salut du Saint-Sacrement, présidé par le chanoine de Dainville (Institut du Christ-Roi), s'est déroulé dans la basilique du Sacré-Cœur, aimablement mise à la disposition des marcheurs par le Père Laverton, son recteur.

Renaissance Catholique se réjouit de la jeunesse des participants à cette Marche. Elle manifeste que nous ne sommes pas les poussiéreux défenseurs d'un ordre moral dépassé mais les (indignes) témoins d'une vérité qui est un feu et que nous avons reçue dans nos faibles mains. En ce 3 octobre où l'on fête sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, qui a, elle aussi, beaucoup marché en priant, c'est peut-être une enfant qui a le mieux synthétisé, dans sa naïveté, notre espérance, en s'écriant sur le parcours : "Maman il va y avoir un miracle ! Les gens vont venir prier avec nous pour sauver les bébés."

On notera, une nouvelle fois, le silence assourdissant des médias autour de cette manifestation...

Renaissance Catholique donne rendez-vous à tous pour la 6^e manifestation nationale du collectif "En marche pour la Vie", dimanche 24 janvier 2010, à 14 h 30 place de la République à Paris, puis en octobre 2010 à la 20^e Marche de prière pour la vie.

FIN
